

Conseil national du Parti Québécois

# Seule la SOUVERAINETÉ mettra fin aux MAUVAIS COUPS d'Ottawa

**JONQUIERE (PC) —** Seule la souveraineté du Québec mettra fin "au chapitre le plus honteux et le plus ignominieux du fédéralisme canadien", a soutenu samedi le premier ministre du Québec, M. René Lévesque.

M. Lévesque commentait devant le Conseil national du Parti québécois le projet fédéral de rapatriement unilatéral de la constitution.

"Nous ne serons jamais à l'abri des mauvais coups d'Ottawa tant que nous serons dans le système actuel", a dit M. Lévesque aux quelque 300 membres du Conseil national.

Le premier ministre s'est réjoui des résultats d'un sondage publié samedi dans un quotidien et selon lequel 79 pour cent des Québécois croient qu'Ottawa devrait obtenir le consentement des provinces pour modifier la constitution.

M. Lévesque a vanté la fiabilité de la firme Sorecom, auteur du sondage. Il en a profité pour rendre publics les résultats d'un sondage interne mené par le PQ.

A la question "M. Trudeau est-il l'homme qui peut le mieux satisfaire les aspirations du Québec?", seulement 23 pour cent des Québécois interrogés ont répondu "oui" et 47 pour cent ont répondu "non".

Il y a un an, en septembre 1980, 43 p.c. des citoyens interrogés répondaient "oui" tandis que 36 pour cent répliquaient "non".

"Le tricheur finit toujours par payer ses tricheries", a dit M. Lévesque au sujet de M. Trudeau. Il a invité les péquistes à ne pas tomber dans le même travers.

Selon le chef péquiste, même si M. Trudeau menait son projet à terme, "ce serait un monument bâti sur le sable, un monument qui serait facile à déboulonner".

Pour mener à bien son option de souveraineté-association, le Parti québécois devra agir de façon "honorable et légitime", croit-il.

Les militants devront se mettre à la tâche pour amener une majorité de Québécois à "partager notre espoir et nos convictions", a poursuivi M. Lévesque.

Economie

Par ailleurs, M. Lévesque a dû défendre devant les militants les compressions budgétaires qui affectent les dépenses publiques cette année.

"Il faudra tempérer les appétits démesurés", a dit M. Lévesque à l'intention des travailleurs du secteur public. Il a rappelé que ces travailleurs jouissent déjà d'avantages incomparables par rapport à ceux d'entreprises privées, grâce notamment à l'indexation totale de leurs salaires et à la sécurité absolue d'emploi.

Le gouvernement du Québec ne veut pas appliquer de "recettes dogmatiques", a dit le premier ministre après qu'un militant eut suggéré de

nationaliser des compagnies comme Alcan.

Il faudra tout autant surveiller de près les "dépenses somptuaires que le patronage visqueux", croit le chef du PQ.

"Si on relève le défi convenablement, ça prouvera qu'on est capable. Le succès final de notre option politique tient là", a-t-il conclu.

Quant au ministre des Finances, M. Jacques Parizeau, il a expliqué qu'avec des taux d'intérêt frisant les 25 pour cent, il fallait réduire à l'essentiel les dépenses pour la construction d'édifices publics.

"Avec les taux d'intérêt actuels, le prix d'une école va doubler en trois ans", a-t-il dit.

M. Parizeau a également signalé que plusieurs organismes publics avaient trop de personnel.

Il a affirmé que certains projets devront être retardés. "On ne devient pas moins social-démocrate pour cela, on est tout simplement plus réaliste, selon le ministre des Finances. Il faut être prudent et serré dans l'administration publique si on ne veut pas paralyser notre action dans les prochaines années."

De son côté, le ministre des Affaires sociales, M. Pierre-Marc Johnson, a rappelé que toutes les régions devront faire un effort pour stabiliser le budget consacré au développement social.

Les hôpitaux de la région de Montréal sont largement responsables du déficit hospitalier qui atteint \$400 millions, selon M. Johnson.

Mais c'est M. Parizeau qui a eu le dernier mot. "Maria Goretti a été canonisée pour avoir dit non mais

aucun ministre des Finances ne le sera pour la même raison", a-t-il conclu avec humour.

(René Lévesque)



Le premier ministre Lévesque a voté en faveur d'une motion pour l'auto-détermination du Québec, au Conseil national du PQ. Il a égale-



ment rigolé à une reprise lors d'un débat sur la politique constitutionnelle du parti.

## Projet de rapatriement Trudeau prêt à consulter les Canadiens

Le premier ministre Trudeau se dit prêt à faire face à l'électorat sur la question constitutionnelle.

Dans une entrevue télévisée à Canberra, en Australie, M. Trudeau a déclaré ce week-end qu'il était prêt à relever le défi du leader du Parti conservateur, M. Joe Clark, et à consulter la population, persuadé, a-t-il affirmé, de remporter le scrutin.

Le premier ministre a en outre indiqué qu'il ramènerait la constitution au Parlement, trois jours après la reprise des discussions aux Communes, le 14 octobre.

Toutefois, M. Trudeau a ajouté que cet échéancier pourrait être légèrement modifié si les premiers ministres provinciaux lui proposaient des modifications concrètes.

## Il appartient à Trudeau de suggérer une nouvelle formule

(Blakeney)



Allan Blakeney

**PANGMAN, Sask. (PC) —** Il appartient au premier ministre, M. Trudeau, et non aux provinces de présenter une nouvelle formule sur la constitution, selon le premier ministre de la Saskatchewan, M. Allan Blakeney.

lement britannique dans une position tout à fait inacceptable. — ce qu'à titre de Canadiens nous n'avons pas le droit de faire".

M. Blakeney a déclaré samedi à une assemblée dans ce village à quelque 110 kilomètres au sud de Regina qu'il n'était pas d'accord avec la prétention de M. Trudeau que les provinces devaient présenter une nouvelle formule à la suite de la décision de la Cour suprême, la semaine dernière, sur le projet constitutionnel du gouvernement fédéral.

"Le premier ministre dit maintenant qu'il appartient aux provinces de présenter une formule parce que la sienne a été jugée inconstitutionnelle. J'aurais pensé qu'il incombait à la personne qui a présenté la formule inconstitutionnelle d'en présenter une autre".

M. Blakeney a dit que le public voulait que cette question soit réglée pour que l'on passe aux problèmes économiques pressants.

Le premier ministre de la Saskatchewan a signalé que la décision de la Cour suprême était conforme à l'attitude de son gouvernement.

Le juge ne croit pas que la construction doive être "rapatriée" unilatéralement, ni, contrairement à d'autres provinces, que l'unanimité soit nécessaire.

A toutes fins pratiques, selon M. Blakeney, les juges se sont dits d'accord avec les prétentions de la Saskatchewan. "Un moment, nous étions seuls sur la clôture et la Cour suprême s'est rangée à nos côtés. C'est une bien bonne compagnie".

Selon M. Blakeney, il serait irresponsable de la part de M. Trudeau de soumettre tel quel son projet au Parlement britannique. "Ce serait placer le Par-

## Les juges de la Cour suprême n'ont rien négligé

(le juge en chef Bora Laskin)

**HALIFAX (PC) —** Le juge en chef Bora Laskin a défendu en fin de semaine les méthodes de la Cour suprême et le temps qu'elle prend pour en arriver à des décisions.

A quelque 400 convives d'un dîner de la Continuing Legal Education Society of Nova Scotia, il a expliqué qu'il fallait du temps et de la réflexion pour répondre aux questions posées à la cour sur le projet constitutionnel du gouvernement fédéral.

"Des journaux ont parlé de délai injustifié, a dit avec bonne humeur le juge Laskin. Même un premier ministre provincial s'est mêlé de l'affaire et a parlé de "négligence" quand il voulait dire, je suppose, "manque d'égards" ("Charging us with negligence. I presume he meant neglect").

Il a dit que les neuf juges de la Cour suprême n'ont rien négligé et n'ont pas oublié l'affaire quand la cour ne siégeait pas.

M. Laskin, qui a voyagé en Europe durant les vacances judiciaires, a dit que tous les juges s'étaient intéressés à la cause même durant ce temps.

"Nous n'avons pas fermé boutique à la fin des séances."

Il a dit qu'il avait fallu de longues recherches et discussions pour répon-

dre aux trois questions constitutionnelles.

Au cours des délibérations, des divergences sont apparues sur deux questions principales et ont persisté. De là des opinions majoritaires et des dissidences.

Durant les vacances judiciaires, l'affaire est restée présente à l'esprit de tous les juges. "Il nous faut du temps pour réfléchir et du temps pour rédiger. J'ose dire qu'il n'en est pas tout à fait ainsi de la presse et des participants au jeu politique".

M. Laskin a dit que la Cour suprême avait consacré depuis un an 15 pour cent de son travail à des questions constitutionnelles. Il a ajouté que cette cour était une institution nationale, représentant les Canadiens, et non une arme du gouvernement fédéral.

"Elle n'est pas seulement une cour fédérale, ni seulement une cour constitutionnelle" et si l'on veut la modifier il reste que l'on n'a absolument rien prouvé contre son indépendance.

## Rapatriement souhaitable d'ici Noël, estime Joyal

## Un groupe d'autochtones veut persuader le NPD de retirer son appui à Trudeau

**OTTAWA (PC) —** Le groupe le plus nombreux d'autochtones essaiera de persuader le NPD de retirer son appui au projet constitutionnel à moins que M. Trudeau ne rencontre ses représentants avant la reprise de la session, le 14 octobre.

Le Native Council of Canada, qui compte un million de membres, désire que M. Trudeau "agisse de bonne foi" et garantisse aux autochtones la protection de leurs droits ainsi qu'un droit de veto sur les amendements futurs qui pourraient les concerner.

En vertu d'une entente, le débat sur le projet constitutionnel ne doit pas durer plus de deux jours, les heures de séance étant prolongées.

Le président du Native Council, M. Smokey Bruyere, a expliqué que les autochtones avaient fait plusieurs concessions au pouvoir central. Il a ajouté que M. Jean Chrétien leur avait promis qu'il convaincrerait M. Trudeau de les rencontrer avant la fin d'octobre, mais c'était avant le jugement de la Cour suprême.

# Des tarifs bien pensés

Nos tarifs dans cette ville seront aussi bas ou même plus bas que ceux de nos principaux concurrents, telle est notre politique! Et c'est ce que nous entendons par des tarifs bien pensés.



Réservations 000-0000

En vedette: l'économique Citation de General Motors  
Notre associé aux États-Unis est National Car Rental.



## La page éditoriale

### Le droit des députés à la dissidence

Le chef libéral Claude Ryan a déclaré vendredi qu'il ne prendrait aucune sanction immédiate contre les neuf députés de son parti qui ont voté contre la motion d'opposition au projet constitutionnel du premier ministre Trudeau. Mais déjà certains amateurs de drame recommandent à M. Ryan de limoger ces neuf qui ont osé dire non. Et ils sont tellement certains que leur souhait sera exaucé, qu'ils prévoient que la division au sein du parti libéral conduira à la formation d'un troisième parti. Le sens démocratique prêche en faveur de la clémence de M. Ryan envers ces opposants.

Si un député élu par une majorité de la population de son comté n'a plus le droit, sur des questions essentielles ou secondaires, de diverger d'avis avec son chef et son parti, et même de voter officiellement contre la ligne du parti, sans risquer l'expulsion, nous allons tout droit à la dictature. Nier la liberté d'opinion d'un député, c'est nier la liberté d'expression de tout un peuple, peu importe les circonstances. Que l'on soit d'accord ou non avec le vote des libéraux dissidents, il faut admettre qu'ils ont eu le courage de leur opinion. Faudrait-il les pénaliser pour ne pas avoir pensé comme la ma-

jeorité des élus? Il y a bien assez des libéraux fédéraux qui pensent tous comme on leur dit de le faire, à l'exception de Louis Duclos.

Les députés libéraux de Québec ont creusé une brèche sérieuse dans la tradition du vote selon la ligne de parti. Il se pourrait plus tard au cours de la session que des péquistes refusent d'endosser toutes les mesures budgétaires de MM. Parizeau et Bérubé, ce qui aussi constituerait un précédent. Mais faut-il recourir à l'excommunication contre ces hommes et ces femmes qui n'ont pas les mêmes convictions que leurs collègues? Faudra-t-il pour sauvegarder l'unité du parti que les députés récalcitrants continuent à aller fumer à l'extérieur ou à prétexter la maladie au moment du vote, en fait, qu'ils continuent à mentir diplomatiquement pur ne pas avoir à exprimer leur point de vue?

Quand on parle de charte des droits de l'homme ou de la personne, de liberté d'accès à l'information gouvernementale, de liberté de parole, il semble inconcevable de bannir des députés d'une formation politique parce qu'ils ont eu le courage de leur opinion.

Jean Vigneault



"C'est drôle comme l'euphorie qui a suivi l'entente sur le pétrole a l'air d'être disparue."

### OPINION DES LECTEURS

#### Le temps des grands discours est révolu

Comme vous le savez, nous traversons actuellement une autre période tumultueuse susceptible de mettre en péril une fois de plus les droits du Québec. Il est de votre devoir de tenir compte des très sérieuses incidences d'une telle situation sur l'ensemble du développement économique et social de notre province et plus particulièrement en ce qui concerne le monde de l'aviation.

C'est pourquoi nous désirons rappeler à votre attention l'un des points susceptibles de jouer un rôle important dans ce contexte au Québec: le désormais célèbre dossier "Nordair".

Nous espérons que vous

tiendrez compte de cette importante question et ce au meilleur des intérêts québécois. Nous estimons en effet, qu'il est plus que temps que le caucus libéral fédéral, prenne fermement position dans ce dossier. L'argument voulant que la récente intervention du Gouvernement du Québec à ce niveau freine la discussion amorcée nous semble en outre inacceptable.

Encore une autre fois, devrions-nous tolérer de voir filer entre nos doigts un apport économique aussi important comme ce fut le cas des F-16 en 1980? Sommes-nous uniquement destinés à regarder passer les quelques trains qui restent?

Il est bien décevant pour bon nombre de personnes au Québec de constater l'absence de prises de position du Gouvernement fédéral en faveur de notre province, voir même dans bien des cas, la négociation de

nos droits les plus fondamentaux.

Nous gardons toutefois espoir que l'avenir donnera lieu à des discussions plus équitables pour nous que celles qui furent prises jusqu'ici au niveau de l'aviation.

Le temps des grands discours est révolu. Des actions concrètes et gestes précis devront être posés.

Nous comptons plus que jamais sur votre appui en ce qui a trait aux divers dossiers touchant le monde de l'aéronautique au Québec.

Pierre Ménard  
Vice-président  
Association des  
gens de l'air  
du Québec

### L'opposition venue d'Ottawa

S'il faut en croire Pierre Elliott Trudeau, il n'y a plus d'opposition au Québec sur la question constitutionnelle par suite de l'appui de Claude Ryan à René Lévesque et par conséquent, ce sont les libéraux d'Ottawa qui devraient exercer cette opposition. Ainsi dans les Cantons de l'Est, l'opposition viendrait sur cette question de MM. Pelletier, Tessier, Lapierre, Tardif.

Dans un sens, il y aurait un élément positif dans cette initiative, celle de contraindre ces vaillants élus à rendre officiel-

le leur position que nous ne connaissons pas. Du moins, cela les obligerait à expliquer pourquoi ils ont adopté telle ligne de pensée. En fait, la proposition de M. Trudeau est méprisante pour les libéraux québécois. Que le caucus libéral d'Ottawa se limite à bien représenter leurs commentants, qu'il se préoccupe des dossiers économiques comme Volkswagen et Via-Rail et la population sera amplement satisfaite. Le Québec n'a nul besoin de la tutelle fédérale.

J.V.

Monsieur Serge Joyal  
Ministre d'Etat  
OTTAWA

Nous tenons par la présente à vous offrir nos plus sincères félicitations pour votre récente nomination au poste de Ministre d'Etat, chargé des affaires québécoises.

Nous soulignons par le fait même notre satisfaction de voir accéder à des fonctions impliquant d'aussi grandes responsabilités, des hommes de valeur qui, comme vous, n'hésitent pas à s'impliquer à fond au cœur de problèmes aussi épineux que la reconnaissance du fait francophone.

#### Des limites aux discours vides

Monsieur René Lévesque croit-il réellement que ses paroles abracadabrantes, après le reportage sur le jugement rendu par la Cour suprême vont impressionner les Québécois? Il n'y a que les péquistes enragés qui vont suivre sa ligne de pensée. Car les Québécois au caractère noble et réfléchi comprendront qu'il y a des limites aux discours injurieux et vides de sens politique avec des phrases mal construites, des grimaces et des gestes qui veulent dire n'importe quoi.

Monsieur Lévesque, lors de l'intronisation des nouveaux députés et la prestation de serment à l'Assemblée législative, ne voulant pas prononcer les mots "Sa majesté la Reine Elizabeth II", a, à son habitude, énoncé une sottise. Et lorsque l'on veut rapatrier la constitution, il est contre. Comme esprit de contradiction, il a le monopole.

De plus, Monsieur Lévesque, avec ses réactions, pousse la population à défier la justice. Et surtout,

qu'il n'oublie jamais que lors du référendum, c'est le "non" qui a gagné. Et en justice, un non, c'est un non.

C'est comme Monsieur Bernard Derome, à Radio-Canada, qui, après le discours de Monsieur Ryan qu'il venait d'interviewer, a, en le citant faiblement et change tout le sens de son discours. Pour ceux qui n'avaient pas écouté le discours, cela pouvait brouiller toutes leurs idées.

Lucile Daigneault  
inf.

#### Se servir de son intelligence

Dans la société occidentale actuelle, la sexualité est devenue objet de consommation. Parce qu'on oblige les gens à vivre selon la mode du jour, on en est rendu aujourd'hui, à proposer aux enfants un mode de vie centré sur la sexualité. On est en train d'érotiser l'enfant et lui faire perdre sa candeur enfantine. La preuve: les sexologues ont remplacé les théologiens sur l'imposition de valeurs reliées à la sexualité. Ce qu'autrefois l'on nommait péché, devient aujourd'hui vertu. Prenons un seul exemple: l'auto-érotisme ou masturbation. Avant, on le défendait aux enfants, sous peine de péché. Maintenant, les sexologues prétendent trouver des vertus pour le même acte.

Se faire répéter pendant les années d'enfance que tel acte est mauvais, puis rendu à l'âge adulte, se faire répéter maintenant que ce même acte est bon, c'est jouer avec la conscience des gens. Moi, j'appelle cela du chantage pédagogique et démagogique. Un adulte équilibré sait très bien que la masturba-

tion vaut ce qu'elle vaut et qu'il n'y a pas lieu d'en faire une polarisation du bien ou du mal. On voit le vice quand on veut le voir et il en est de même pour la vertu.

La négation d'un acte, pas plus que sa permissivité ne doit être imposée. C'est au principal intéressé à juger par lui-même du bienfait ou de la nocivité d'un acte et cela, seule la connaissance de cet acte et ensuite, l'expérience, si désirée, de cet acte, lui permettra de s'ajuster en conséquence. L'immaturation physique, psychologique et intellectuelle de l'enfant ne lui permet pas de poser ce jugement et c'est pourquoi il a besoin d'un adulte éclairé quand il est question d'éducation sexuelle, que ce soit à l'école ou à la maison. Et cela vaut pour tout ce qui regarde la sexualité.

Les sexologues n'ont pas le droit, par une propagande habile et parfois sournoise, d'obliger les gens et en particulier les enfants, à assumer certaines expériences sexuelles. Ils profi-

tent du fait que l'Église a adouci sa position envers la sexualité et prétendent maintenant qu'eux seuls détiennent la vérité sur la sexualité, quand on sait très bien qu'elle est une affaire personnelle, propre à chaque individu. C'est la pulsion sexuelle qui est la clé de la sexualité et non pas l'éducation sexuelle à l'école. Contrôler cette pulsion, sans la réprimer, c'est cela apprendre à vivre sa sexualité.

L'être humain devrait toujours être guidé intelligemment devant les multiples aspects de la sexualité. Son cerveau fonctionne aussi bien pour apprendre les choses dites sexuelles que pour acquérir des connaissances intellectuelles. L'éducation sexuelle à l'école ne doit pas être un bourrage de crâne où tout est permis. Si on permet à l'enfant de se servir de son intelligence dans cette matière comme dans les autres, les résultats seront positifs. Le contraire est également vrai.

Jean-Guy Daigle  
Plessisville

#### Nous ne sommes plus seules

Aux employés du Centre d'Aide aux Victimes de Viol et autres agressions sexuelles. Aux autres femmes bénévoles qui les ont aidées dans l'organisation de la marche du 18 septembre 1981. A toutes les femmes de la région 05. Même avec un peu de délai, je veux vous dire bravo et félicitations les plus chaleureuses et enthousiastes pour "cette nuit sans peur" pour les femmes dans Sherbrooke.

Je veux vous féliciter naturellement pour l'organisation qui était impeccable, l'atmosphère qui était à la fois stimulante, engageante et joyeuse; la démarche était sérieuse, politique, déterminée mais aussi chaleureuse et gaie. La température était superbe ce qui ne gâtait rien.

L'imposante réponse des femmes à votre invitation est significative de leur solidarité qui se bâtit. Cette solidarité n'est pas atteinte toutefois: les femmes de 40 ans et plus étaient peu nombreuses à cette marche. Ce n'est pas un blâme, c'est une constatation. Je sais que c'est peut-être plus difficile ou plus inhabituel pour elles de participer à ce genre de manifestation. Par ailleurs il ne faudrait pas oublier que le viol contribue à interdire la rue aux femmes et que c'est donc dans la rue que l'affirmation des femmes doit se manifester. De plus le viol n'est pas une atteinte à une femme mais à toutes les femmes. Toutes les femmes jeunes et moins jeunes sont susceptibles d'être violées et violentées.

Une des femmes qui s'est adressée à la foule devant le Palais de Justice disait: "Je sais que ça demande du courage de descendre dans la rue pour dénoncer le viol et la violence faite aux femmes par les hommes, ça demande du courage parce qu'on devient vite sujet de sarcasme...". Et c'est vrai. On ne pouvait pas entreprendre la marche sans avoir un sentiment de crainte face aux sarcasmes possibles si ce n'était pas sur le coup, ça pouvait être par la suite dans la famille, par le mari, par les enfants ou dans les groupes d'amis même de femmes.

J'ai plus de 40 ans et ces pensées m'ont habitée en entreprenant la marche mais je dois dire que les autres femmes m'ont donné du courage et je me suis sentie "énergisée et bien" au milieu de toutes ces femmes.

Notre force est dans le regroupement, convainquons-nous "que nous ne sommes plus seules".

Nicole Dorin

#### On sait compter

Une chose me dit que nous nous faisons jouer encore une fois par le bon gouvernement. En accordant une hausse du coût de l'électricité à Hydro-Québec, le gouvernement recevait une taxe déguisée de 8%. Je me pose une ques-

tion: pense-t-on que nous allons prendre les vessies pour des lanternes? On n'est peut-être pas instruit, mais on a appris à compter le plus simplement du monde. On sait que 2 plus 2, ça fait quatre.

N.J. Champagne

### BILLET

#### Rayons de soleil

On craint les gens qui ne tiennent qu'à leur idée. On suit ceux qui consultent et acceptent de changer d'avis.

— 0 —

Jamais personne n'ose avouer que ça va mal dans sa vie. Peut-être parce que cette confession serait un appel à l'aide et que l'humilité nous manque pour implorer le secours d'un autre. On préfère toujours répondre que tout va bien, de cette façon les conversations sont plus brèves. Et souvent plus fades.

— 0 —

La vieillesse est l'automne de la vie. Et voyez comme les paysages de l'automne nous ravissent avec leur étalage de couleurs étonnantes.

tes. N'en est-il pas ainsi des vieillards avec leur bagage d'expériences et d'amour?

— 0 —

La charité ne nous demande pas de vérifier si les pauvres le sont par leur faute ou par celle des autres.

— 0 —

La seule chose importante qu'il ne faut pas perdre au jeu, c'est le désir de gagner.

— 0 —

Le travail qui ne fatigue jamais, c'est comme l'amour qui n'exige jamais le renoncement: c'est improductif.

Albatros des mers

### OPINION DES AUTRES

#### Un bon coup de langue et un bon coup de poing

La dernière mauvaise nouvelle provenant du Service des Postes — quand avons-nous eu de bonnes nouvelles de ce côté-là? — c'est que le coût des timbres va grimper de 47 pour cent, ou de 17 à 25 cents. Ou peut-être augmentera-t-il encore davantage: l'article de journal disait que l'augmentation prévue serait d'"au moins" cela.

Ce grand bond en avant sera effectué par le Service des Postes

juste avant qu'il ne se transforme en société d'Etat, cet automne. Cela est fait dans le but de museler les critiques qui s'en prendraient au gouvernement, tout en permettant à M. Michael Warren de prendre son poste de président de la nouvelle Société canadienne des postes en toute bonne conscience et avec des revenus plus élevés.

C'est très bien pour M. Warren et pour la situation financière de la société. Mais il est difficile

de croire que les Canadiens vont envoyer beaucoup de lettres de félicitations et de bons souhaits.

On ne parle pas de la gravure qui sera adoptée pour le timbre de 25 cents. Peut-être le portrait d'un employé des postes en grève serait-il approprié: chaque fois qu'un Canadien appose le timbre, il pourrait ainsi lui donner un bon coup de langue et un bon coup de poing.

— Le 24 septembre, The Brantford Expositor

# La finance et l'économie

## A Winnipeg Problèmes de l'industrie du vêtement

par HEATHER FRAYNE  
WINNIPEG (PC) — Au sein de la sirène qui annonce l'heure du lunch, deux douzaines de femmes quittent leurs machines à coudre et se dirigent vers la petite cafétéria aux couleurs verte et orange.

Avec des voix véhémentes et des accents divers, elles critiquent Leslie Spillett, la jeune représentante syndicale de l'Union internationale des ouvriers du vêtement pour dames. Le point litigieux, c'est l'abandon par le syndicat de la semaine de 35 heures de travail, qui faisait partie du dernier contrat avec le Sterling Stall Group, une manufacture de vêtements de Winnipeg. Les femmes, qu'on veut maintenant obliger à travailler 40 heures par semaine, considèrent ce changement comme un recul dans le passé et comme une trahison.

"On nous a forcées à le faire, nous avions peur", dit une femme qui travaille depuis 20 ans dans cette industrie. "Oh, ça me met tellement en colère quand j'y pense, ajoute une autre femme. Si vous leur donnez un doigt, ils prennent toute la main". Elle ajoute que si le nouveau contrat n'inclut pas la semaine de 35 heures, elle va démissionner du syndicat. "C'est certain. Et ça fait 25 ans que j'en fais partie".

### Erreur admise

Mme Spillett reconnaît que le syndicat a commis une erreur de négociation, et promet que la situation sera corrigée. Elle compare l'atmosphère qui règne à la manufacture avec certaines des quelque 90 autres manufactures de vêtements de Winnipeg, où les ouvriers ont peur de s'exprimer. Beaucoup de ces gens vien-

nent d'endroits où ils se feraient tuer s'ils parlaient franchement au syndicat", dit-elle avant de répondre à une employée qui se plaint qu'il manque de l'argent à son salaire.

L'heure du lunch s'achève quand retentit une autre sirène, et les femmes retournent à leurs machines pour coudre des boutons à ses ceintures, des doublures à des vestes, des plis sur des jupes de lainage. Un grand nombre font ce travail depuis 30 ans et plus.

"Je voulais travailler seulement pendant les vacances d'été, mais ça n'a pas marché comme je le voulais, dit une femme à cheveux gris qui est dans l'industrie du vêtement à Winnipeg depuis les années 30. J'étais trop contente de gagner \$4 par semaine".

Levant les yeux de sa machine, la couturière ajoute que quand elle est arrivée à Sterling Stall en 1943, elle gagnait \$8 par semaine. "Et je travaillais 44 heures par semaine pour ces \$8".

Il ne reste quelques-unes de ces ouvrières d'autrefois chez Tan Jav, une usine claire et moderne appartenant à Peter Nygard, un millionnaire qui est le roi de l'industrie du vêtement à Winnipeg.

Les visiteurs non-autorisés n'ont pas le droit d'entrer dans la cafétéria de l'usine où Mme Spillett cause avec les ouvrières qui osent braver les regards insistants des patrons. "Le service de sécurité est très organisé ici", explique une jeune femme à la réception.

### Une coutume normale

M. Don Grism, administrateur de la production, parle ouvertement de cette façon d'agir. "La seule raison à cela, c'est que c'est ainsi qu'on fait partout dans les affaires. Nous ne

permettons pas aux gens de l'extérieur de mettre le nez dans nos relations ouvrières".

Au même moment

un petit homme d'environ 45 ans qui se tient timidement debout derrière elle.

Cette femme, le réfu-



Quelques femmes lors de la dernière grève dans l'industrie du vêtement à Winnipeg. Les salaires y seraient les plus bas au Canada et les conditions d'emploi plutôt en mauvaise posture...

une femme bien habillée anglophone, demande un formulaire de demande d'emploi pour un refuge du Sud-Est asia-

gique et le fils de ce dernier accompagnent le préposé au personnel dans une petite pièce réservée aux interviews.

### LSI L.S.I. INFORMATIQUE LTÉE

DISTRIBUTEUR DES ÉQUIPEMENTS DE MARQUE DIGITAL

Vous avez besoin d'un petit, moyen ou même d'un grand système informatique?

Nous vous offrons tout sous un même toit:

- évaluation du besoin
- équipement (marque "Digital")
- analyse de système
- programmation
- entraînement du personnel
- systèmes et service de qualité.

L.S.I. INFORMATIQUE LTÉE  
(819) 564-0371 — 566-1202  
5104, Boul. Bourque, Suite 103, Rock Forest, Qué. J0B 2J0

### Soyez d'affaires! Avec la nouvelle assurance collective PME 3-25

**N'hésitez plus!** Faites comme la plupart des gens d'affaires modernes: dotez votre entreprise d'un programme d'assurance collective adéquat qui assure à vos employés la tranquillité d'esprit nécessaire à un rendement maximal et contribue à votre bonne réputation.

**Vous aussi soyez d'affaires!** Avec PME 3-25. Pour plus de détails, communiquez avec notre service des ventes d'assurances et rentes collectives au (514) 861-5781 ou consultez notre représentant au bureau d'agence le plus près de chez vous.

LES ARTISANS COOPVIE

### COMPTABLES AGRÉÉS DE LA RÉGION DES CANTONS DE L'EST

ANDRÉ DESROCHERS, C.A. 580 ouest, rue Sherbrooke 7e étage, Montréal H3A 2S3  
Directeur administratif  
Ordre des Comptables agréés du Québec

### SHERBROOKE

BÉLANGER, HÉBERT & ASSOCIÉS  
234, rue Dufferin, suite 400  
Sherbrooke, Tél: 583-2331  
Lac-Mégantic: Tél: 583-0611

Rock Island: Tél: 878-5585  
Cowansville: Tél: (514) 263-2087

### SIMONEAU, CHARPENTIER, POULIN, SARRAZIN & ASSOCIÉS

Comptables agréés  
J.-Hector Simoneau, c.a  
André-P. Charpentier, c.a  
Michel Poulin, c.a  
Jean-L. Sarrazin, c.a  
2355 ouest, rue King, suite 102, Sherbrooke, J1J 2G5

### GRENIER, OUELLETTE, VEILLEUX, DOYON & ASSOCIÉS

Comptables agréés  
Associés  
Rosario Grenier, c.a.  
Richard R. Ouellette, c.a.  
Roger Veilleux, c.a.  
Léo E. Doyon, c.a.  
100, rue King est Sherbrooke  
Tél: 563-5454

### LOUISE CLOUTIER LALIBERTE, c.a.

5104, Boul. Bourque suite 100 Rock Forest, Qué.  
Tél: 563-0384

### M. TOUPIN & ASS.

Comptables-agrégés  
872, Papineau Sherbrooke, J1E 1Z2  
Tél: 566-5151

### LORANGER, ROUILLARD

comptables agréés  
Léon Loranger, C.A.  
Clément Rouillard, C.A.  
1084 King ouest, Suite 2 Sherbrooke, Qué., J1H 1S2  
Tél: (819) 569-9135

### THETFORD MINES

RAYMOND, CHABOT, MARTIN, PARE & ASSOCIÉS  
Comptables agréés  
39, St-Joseph ouest  
Tél: (418) 338-3555

### Bessette Dion Tanguay & Associés

ASSOCIÉS RÉSIDENTS  
GILLES BOLDUC, C.A.  
GUY COULURE, C.A.  
JEAN DIGNEAULT, C.A.  
LUCIEN DION, C.A.  
CLAUDE GERIN, C.A.  
ROCH GODROUT, C.A.  
ROBERT MORIN, C.A.  
PIERRE ROBERT, C.A.  
RENE RODRIGUE, C.A.  
CLAUDE SAVARY, C.A.  
CONSEILS  
JOSEPH BÉSETTE, C.A.  
G. HENRI LEBLANC, C.A.  
LA MARG TANGUAY, C.A.

2727 OUEST, RUE KING SHERBROOKE, QC (819) 569-5141

295 OUEST, RUE PRINCIPALE MAGOG (819) 843-6598

### COMPTABLES AGRÉÉS

2727 OUEST, RUE KING SHERBROOKE, QC CANADA J1L 1C2 (819) 569-5141

295 OUEST, RUE PRINCIPALE MAGOG, QC CANADA J1X 2A8 (819) 843-6596

BUREAUX MONTREAL QUEBEC SHERBROOKE RIMOUSKI MAGOG SAINT-JEROME RICHMOND SAINT-AGATHE DES-MONTS MONTMAGNY PORT-CARTIER

### SAMSON BELAIR

COMPTABLES AGRÉÉS ASSOCIÉS  
MARCEL R. SAVARD, C.A.  
GUY SAVARD, C.A.  
PATRICK CLOUTIER, C.A.  
DENIS BERGER, C.A.  
JACQUES LEBEL, C.A.  
CLAUDE O. LECOMTE, C.A.  
PATRICE SIMARD, C.A.  
JEAN-PIERRE BERARD, C.A.  
(819) 563-8663  
32 Nord, rue Wellington SHERBROOKE

Québec - Montréal - Ottawa - Toronto - Edmonton - Calgary - Vancouver - Rimouski - Trois-Rivières - Sherbrooke - Saint-Hyacinthe - Amos - Richerme - Hinton - Gaspé - Matane - Sept-Îles - Fort Lauderdale (U.S.A.) - Costitook - East Angles - Association internationale Moore, Stephens & Co. Bureaux dans la plupart des pays

### DENNIS GLEZOS

Comptable agréé  
39, rue Cookshire Sawyerville JOB 3A0  
Tél: 889-3133

THEBERGE, DAIGLE, GRONDIN & HOUE C.A.  
Comptables agréés  
257, sud Notre-Dame  
Tél: 335-7511 18654

promues dans d'autres catégories d'emploi. Disons par exemple que vous cousez des

manches jaunes. S'il n'y a plus de manches jaunes, on vous met à pied, et on engage de nou-

veaux employés... plutôt que de vous donner la chance d'apprendre un autre travail.

Choisi exclusivement pour votre bon goût...

### DÉCOR NW

156 Wellington nord — Sherbrooke, 565-8484

### Dormez sur vos deux oreilles!

on s'occupe de vos travaux...

Chez Gauvin et Associés, nous pouvons concevoir, rédiger et imprimer

Papeterie de bureau  
En-tête de lettre  
Enveloppes  
Factures  
Bons de commande  
Liste de prix  
Chèques  
Etats de compte  
Etc...

GAUVIN ET ASSOCIÉS  
LES PROFESSIONNELS DU COMMERCE ET DE L'IMPRESSION INC.

908, rue Galt Est Sherbrooke, Québec  
J1G 1Y6  
819 562-3803

Graphisme  
Photographie commerciale  
Rédaction de texte  
Impression

### NUMÉROS MOBILES GAGNANTS

043853	250 000*	847845	965335	1749	388
43853	2 500*	253906	96535	1749	388
3853	250*	521445	96535	1749	388
853	50*		96535	1749	388
53	10*				

On peut se procurer le dépliant "Qui gagne à Loto-Québec?" dans la plupart des kiosques de vente et aux bureaux de Loto-Québec.

une fête de famille  
Festival de l'oie blanche du 15 au 25 octobre MONTMAGNY  
On y sera... y serez-vous?  
La course à pied, un sport, une victoire une fête

# 50 ans de vie monastique

## Dom Mathys, la clé de voûte de l'abbaye St-Benoît-du-Lac

**ST-BENOIT-DU-LAC** — En octobre 1929, Jean-Anselme Mathys demandait à revêtir l'habit des moines bénédictins de St-Benoît-du-Lac, mais il devait attendre jusqu'au 15 août 1931 avant de prononcer ses premiers vœux temporaires.

C'est le 15 août dernier que le jubilé d'or de Dom Mathys était célébré, modestement par sa famille monacale, à l'intérieur de cet abbaye qui se dresse fièrement au bord du lac Memphremagog.

Après cette petite fête intime, les Amis de St-Benoît-du-Lac ont organisé pour Dom Mathys une grande fête à laquelle ont participé quelque 700 des personnes qui ont, au cours des 50 dernières années, rencontré et aimé cet homme. "Je suis presque devenu un objet de musée," dirait-il la larme à l'oeil, encore sous le coup de l'émotion qu'il a ressentie ce soir-là devant ces témoignages d'amitié.

### Le "foreman"

On a dit de Dom Mathys - ce qui le fait bien rire d'ailleurs - qu'il a été le "foreman" de l'abbaye de St-Benoît-du-Lac tel qu'on le connaît maintenant. Car lorsque Jean-Anselme Mathys s'est présenté au monastère des bénédictins pour la première fois, c'est à la porte d'une modeste construction de bois qu'il avait frappé. Les bénédictins y étaient installés depuis 1912. A cette époque, il n'y avait pas d'électricité au monastère, ni de chauffage central. On se chauffait aux bûches de bois que les moines coupaient eux-mêmes dans la forêt.

De par ses fonctions d'administrateur des biens de l'abbaye, responsabilité qui lui a été confiée par le Père abbé, son supérieur, Dom Mathys a été le contremaître des travaux de l'actuel abbaye qui ont débuté en 1955. "L'inauguration qui a eu lieu en 1962 marquait le 50e anniversaire de l'arrivée des bénédictins au Québec. Pendant toutes ces années de construction, l'un de mes travaux quotidiens était de voir à la bonne marche de la construction

de ces bâtiments", a précisé Dom Mathys avant de se rappeler, qu'à un certain moment, le "time-keeper" du chantier était un jeune homme du nom de Daniel Johnson, le fils de celui qui fut jadis premier ministre du Québec.

### Pas de gaspillage

Bien qu'il ait décidé à l'âge de 21 ans de renoncer au monde pour entrer en religion, Dom Mathys a été appelé dans l'exercice de certaines de ses fonctions, dont celle de conseiller moral des Amis de St-Benoît-du-Lac, à rencontrer une multitude de personnes célèbres. "Saint Benoît n'a pas dit que ses moines devaient couper du monde. Il a même souhaité que les talents et capacités de chacun soient respectés et utilisés. Il ne voulait pas de gaspillage!" a-t-il indiqué.

### Souvenirs heureux

Des souvenirs heureux, Dom Mathys dit en avoir un grand bagage. "De grands hommes sont venus à l'abbaye chercher la solitude, réfléchir avant de prendre une grande décision." Aussi, il lui est souvent arrivé au cours de ses années de vie monastique de tendre l'oreille et de conseiller ceux qui lui demandaient. "Il y a quelques années, c'est Pierre-Marc Johnson qui est venu ici réfléchir sa décision d'entrer en politique," a précisé Dom Mathys tout en refusant cependant d'émettre ses opinions personnelles sur la politique. "Je n'appartiens à aucun parti politique, mais comme citoyen je m'y suis intéressé de très près."

De très près... et comment donc! Dom Mathys a d'ailleurs été l'un des

membres influents des Etats généraux du Canada français à l'époque où la présidence de ce groupe d'étude était assumée par Jacques-Yvan Morin, l'actuel ministre d'Etat au développement culturel et scientifique.

Et quand on lui demande le nom du plus grand politicien qu'il a eu l'occasion de connaître, il avance le nom de Louis St-Laurent, l'ancien premier ministre du Canada. Dom Mathys dit de cet homme qu'il était d'une grande intelligence, d'une grande sagesse.

### Contre la volonté de son père

C'est contre la volonté de son père que Jean-Anselme Mathys est entré en religion. "Mon père, un ingénieur belge, aurait souhaité me voir embrasser sa profession. Ce n'est que le jour de mon ordination sacerdotale que mon père est venu me visiter pour la première fois au monastère de St-Benoît. J'avais alors 31 ans... je ne l'avais pas rencontré depuis 10 ans," s'est-il souvenu avec un peu de nostalgie.

Dom Mathys n'hésite pas à dire qu'il a été comblé durant toute sa

vie monastique. "Lors des cérémonies qui ont marqué le 50e anniversaire de ma vie monastique, certains m'ont souhaité de vivre jusqu'à l'âge de 100 ans. Personnellement, je m'en remets à Lui... Il a voulu que je sois heureux jusqu'à maintenant. Il m'a permis de rendre des gens heureux, je ne peux donc que m'en remettre encore et toujours à Lui pour décider de ma vie," a confié Dom Mathys qui s'est dit convaincu que c'est définitivement la meilleure façon de s'y prendre pour attendre le bonheur.

### Pas inquiet

Au terme de cette entrevue, Dom Mathys a dit qu'il n'est pas inquiet de l'avenir de la communauté de St-Benoît-du-Lac. "Quand je suis arrivé ici, il y a 50 ans, on comptait une vingtaine de moines au monastère. Avec les années ce nombre n'a fait que grossir et aujourd'hui, l'abbaye abrite 80 moines dont plusieurs novices. Il y a 1.500 ans que ça dure. Il y a 1.500 ans que des hommes choisissent de vivre sous la Règle de St-Benoît, je vois pas pourquoi. Il permettrait que ça cesse."



(Photo La Tribune par Claude Poulin)

• Heureux plus que jamais, après 50 ans de vie monastique.

## "Orateur sacré" et capable d'écouter

**SHERBROOKE (MR)** — Le "grand responsable de la construction de l'abbaye de St-Benoît-du-Lac", Dom Mathys, est un colosse de six pieds, doué d'une intelligence supérieure et d'une mémoire fidèle, et dont la piété étonne.

C'est une partie du portrait de Dom Jean-Anselme Mathys que peint M. Marcel Simoneau, président général des Amis de St-Benoît-du-Lac. "C'est un homme affable, très à l'écoute des gens, dit Marcel Simoneau, très présent aux personnes qui l'approchent. Il a toujours su rendre les gens très à l'aise, car il est doué d'une très grande compréhension et il est très humain. Cela en a fait un homme capable de donner une véritable piqûre de dynamisme même aux personnes qui se trouvent abattues par les épreuves."

Un peu dans le même sens, Marcel Simoneau dit considérer que Dom Mathys a toujours été un grand meneur d'hommes. "Il était capable, dit-il, de faire réaliser à des personnes des projets qu'elles ne croyaient même pas pouvoir entreprendre. Et il les soutenait constamment dans leur réalisation."

"Cette qualité de meneur d'hommes, dit M. Simoneau en souriant, donnait parfois même à certaines gens l'impression que Dom Mathys était un tyran."

Le "foreman" de l'abbaye de St-Benoît, à qui l'on reconnaît des qualités "d'orateur sacré" a été, avec Dom Jean Vidal, Dom Odile Sylvain et le frère Laroche, de Nouvelle-Angleterre, l'un des principaux responsables de la réussite de la sollicitation entreprise au début des années '50 dans le but de construire les édifices de l'abbaye. C'est lui aussi qui a suivi de très près l'évolution de la construction des édifices de St-Benoît.

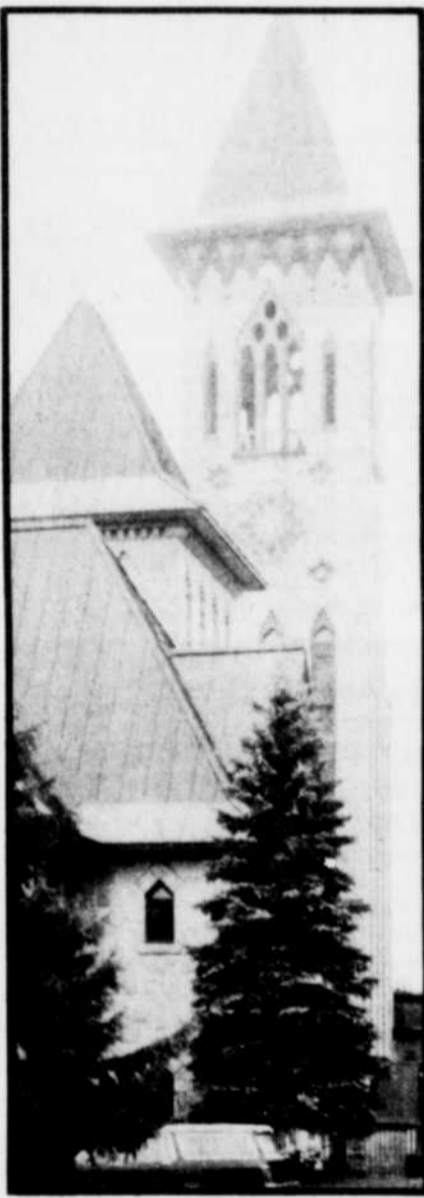
Dom Mathys était le conseiller moral des Amis de St-Benoît, nés en 1965, quand, après l'achèvement des premiers travaux de construction de l'abbaye, la sollicitation a été mise en veilleuse avec le Fonds de construction de St-Benoît-du-Lac. En mettant au second plan cette sollicitation, la mission des "Amis" prenait un sens différent: il s'agissait de répandre davantage le message de saint Benoît, un message de foi, de paix et d'unité, sans distinction de langues, de sexes, de races, de couleurs, de religions.

Dom Mathys avait à coeur de faire sa tournée des comités régionaux des Amis de St-Benoît, ce qu'il s'imposait afin de soutenir le travail des divers groupes et leur rappeler le message de saint Benoît, "règle de vie très simple, dit M. Marcel Simoneau, qui a l'avantage, entre autres, de donner des conseils utiles pour la gouverne d'un individu et qui s'avèrent pratiques pour l'évolution d'une famille et même la direction des hommes dans les entreprises."

Quant à l'oeuvre de construction de l'abbaye de St-Benoît entreprise et menée à bien par Dom Mathys, elle a connu un ralentissement considérable non seulement parce qu'elle a été reléguée au second plan depuis 1965, mais aussi à cause des difficultés économiques qui se sont accrues depuis. Mais cette oeuvre, dit M. Simoneau, se poursuit, car les moines veulent encore construire une église abbatiale, une infirmerie pour les moines malades ou vieillissants, une bibliothèque et un réfectoire. Les Amis de St-Benoît ont remis à Dom Mathys, lors de son jubilé d'or, le 12 septembre, un montant de \$40.000 pour la construction de l'église abbatiale.



(Photo La Tribune par Claude Poulin)



(Photo La Tribune par Claude Poulin)

Le monastère de St-Benoît-du-Lac tel qu'il était à l'arrivée de Dom Mathys en 1929 et l'édifice actuel qui se dresse fièrement sur le bord du lac.

## • Les Amis de St-Benoît-du-Lac ont organisé une grande fête à laquelle ont participé 700 des personnes qui au cours des 50 dernières années, ont rencontré cet homme



(Photo La Tribune par Jacques Darché)

Dom Odile Sylvain, Père abbé, Mgr André Cimichella, évêque auxiliaire de Montréal, M. André Rousseau, industriel, et Dom Mathys.



(Photo La Tribune par Jacques Darché)

Le Dr René Bertrand de Jonquière, Dom Mathys et Mgr Cimichella se rappellent quelques souvenirs.

## Buchanan croit qu'il peut s'en tirer sans HAUSSE DE TAXES



Marie Bickerton reçoit un baiser du premier ministre John Buchanan après lui avoir donné un trèfle à quatre feuilles à Canning, en Nouvelle-Ecosse, un porte-chance pour les élections qui auront lieu mardi.

HALIFAX (PC) — A la veille des élections provinciales et malgré un déficit imprévu, le premier ministre de Nouvelle-Ecosse, M. John Buchanan, dit croire qu'il peut s'en tirer sans augmenter les taxes.

Bien que les libéraux et les néo-démocrates parlent d'une hausse de 140 p.c. De la dette provinciale et d'un déficit de \$19 millions, M. Buchanan ne trouve pas si mauvaise la situation financière.

Il a déclaré en interview en fin de semaine que le produit provincial brut et les revenus fiscaux croissent plus que prévu. "Il semble donc qu'il ne sera pas nécessaire d'augmenter les taxes et que nous aurons assez de revenus pour faire face à nos dépenses".

Le gouvernement a publié vendredi, comme promis, son bilan de 1980-81.

Les chefs des deux partis de l'Opposition ont immédiatement tiré des arguments contre le parti au pouvoir.

La rumeur a couru en fin de semaine que le candidat néo-démocrate, M. James McEachern, qui cherche à être réélu dans Cap-Breton Centre, passerait aux conservateurs et ferait partie du cabinet.

Participant dimanche à la campagne électorale, le ministre des Finances, M. Allan MacEachern, a accusé M. Buchanan de se vanter d'initiatives fédérales.

## Lamontagne à Prague

PRAGUE (AFP) — Le ministre canadien de la Défense, M. Gilles Lamontagne, est arrivé samedi à Prague à la tête d'une délégation d'anciens combattants, a indiqué l'agence tchécoslovaque CTK.

La délégation a été accueillie par le vice-président du Comité central tchécoslovaque des résistants et anti-fascistes, le général Jaroslav Masek. Elle devrait notamment se rendre sur les tombes des combattants canadiens enterrés à Prague (aviateurs, prisonniers échappés qui s'étaient joints à la résistance).

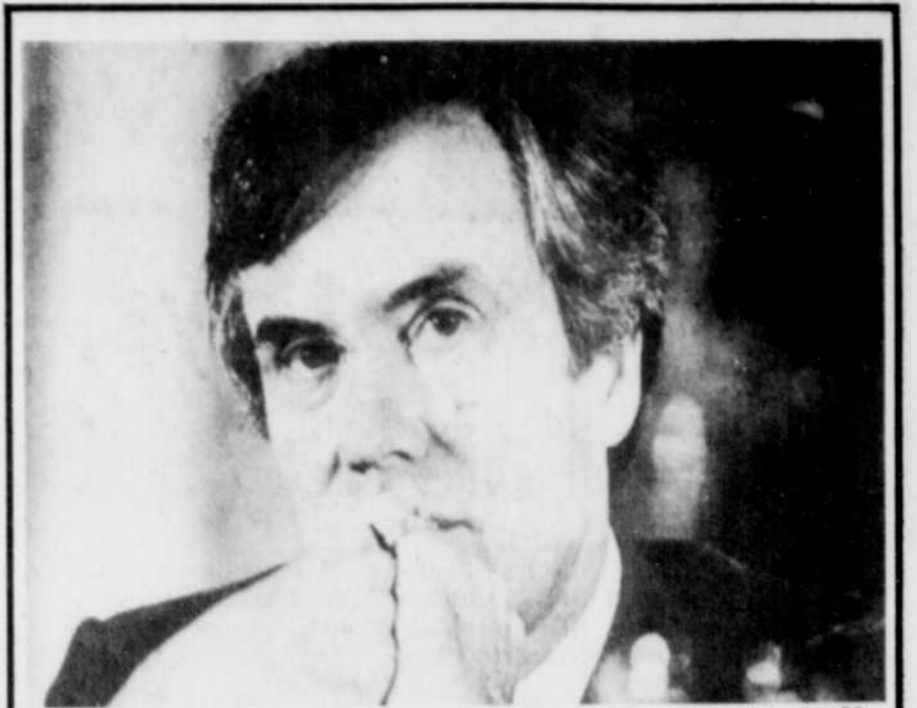
## L'impasse persiste à l'Inco

THOMPSON, Manitoba, (PC) — L'impasse persiste à Thompson, au Manitoba, dans le conflit de travail opposant depuis près de trois semaines 1.900 travailleurs à la compagnie Inco.

Les représentants patronaux ont refusé de reprendre les négociations, vendredi, après que des grévistes eurent bloqué les entrées de l'usine.

Un porte-parole de la compagnie a indiqué que l'Inco avait obtenu une nouvelle injonction obligeant les syndiqués à laisser libre l'accès aux installations.

Les grévistes, qui revendiquent principalement des augmentations salariales et une amélioration des clauses relatives aux bénéfices marginaux ont participé à une manifestation dimanche.



Le ministre MacGuigan n'est guère optimiste en ce qui concerne la possibilité d'un accord lors du prochain sommet au Mexique.

## Sommet Nord-Sud: MacGuigan doute de la possibilité d'un accord

MONTREAL (PC) — M. Mark MacGuigan, ministre canadien des Affaires extérieures, doute que le prochain sommet Nord-Sud de Cancun conduise à un accord général sur les problèmes de l'heure.

Parlant lors la sixième conférence annuelle de l'Association canadienne des études prospectives à Montréal, le ministre a mentionné qu'il croyait que le sommet n'allait que permettre d'attirer l'attention des leaders du monde sur les problèmes économiques urgents.

Parlant lors la sixième con-

## Elections en Nouvelle-Ecosse

### MacEachern soutient que la visite de Trudeau en Corée pourrait fournir des emplois au Cap-Breton

CHETICAMP, N.-E. (PC) — Le ministre des Finances, M. Allan MacEachern, a établi dimanche des liens entre le séjour de M. Trudeau en Corée du Sud, la campagne électorale de Nouvelle-Ecosse et les emplois au Cap-Breton.

M. MacEachern, qui participait à une assemblée en vue des élections de mardi, a déclaré que le premier ministre s'était rendu en Corée et en Australie par souci de l'économie canadienne et non pour éviter les questions nationales de la semaine dernière.

Vendre des réacteurs Candu à la Corée était l'un des objectifs de M. Trudeau. Dans une interview subséquente, M. MacEachern a laissé croire qu'on était à la veille de conclure un marché.

Les réacteurs employent de l'eau lourde que produisent deux usines du Cap-Breton. M. MacEachern a dit que les progressistes-conservateurs avaient été trop stupides pour faire le lien entre la Corée et les emplois au Cap-Breton.

Les partis de l'Opposition ont reproché à M. Trudeau d'avoir été absent du pays quand la Cour suprême a rendu sa décision sur son projet constitutionnel.

M. MacEachern a dit que la visite de M. Trudeau en Australie était d'importance vitale pour le pays et partie intégrante du projet constitutionnel.

M. Trudeau est en Australie, dit le ministre, pour débarrasser le Canada de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, qu'il a décrit comme "un accessoire colonial, un reliquat de l'Histoire".

Il a ajouté que les partis de l'Opposition témoignaient d'un irrespect effronté envers le premier ministre qui représente le Canada outremer.

Le gouvernement p.-c. De Nouvelle-Ecosse sollicite un nouveau mandat mardi.

## Campagne des universités canadiennes: l'énergie dépend de l'intelligence

TORONTO (PC) — Aux prises avec des coupures de fonds du gouvernement fédéral et l'indifférence publique, les universités canadiennes lancent une campagne de publicité avec ce slogan "Canada's Energy is Mindpower" (l'énergie dépend de l'intelligence).

La campagne, qui commence cette semaine, sous les auspices du Council for Advancement and Support of Education, sera conduite au moyen d'affiches, placards, messages radio-phoniques, etc.

M. Ian MacDonald, président de l'université York, de Toronto, dit qu'il ne faudra pas tellement d'efforts pour faire comprendre l'importance des universités mais que certains professeurs dans leur tour d'ivoire s'étonneront peut-être. "Pour atteindre le public, il faut en prendre les moyens", dit-il.

M. William Sayers, directeur de l'information du Conseil des universités ontariennes, dit qu'il ne s'agit pas tellement de se plaindre que de faire apprécier les aspects positifs des universités.

Le pouvoir central a déjà laissé entendre qu'il réduirait de \$2 milliards sa contribution financière à l'enseignement post-secondaire.

M. James Ham, président de l'université de Toronto, dit que le gouvernement, obsédé par une entente sur l'énergie, a pu oublier l'importance de former les intelligences à la poursuite de la croissance économique.

# SAVOUREZ ...





Le premier ministre Trudeau a eu l'occasion de Zelman Cowen, en marge de la conférence du Commonwealth.

## La conférence du Commonwealth Déclaration de Melbourne: pour SORTIR DE L'IMPASSE les négociations Nord-Sud

CANBERRA (Reuter) — Les chefs d'Etat et de gouvernement du Commonwealth ont publié dimanche une "déclaration de Melbourne" invitant la communauté internationale à prendre d'urgence l'engagement politique de sortir de l'impasse les négociations entre nations industrialisées et pays en voie de développement.

L'inégalité des chances entre ces derniers et la pauvreté chez les seconds sont une des principales sources de tension et d'instabilité dans le monde, ajoute le texte, rédigé sous l'impulsion de l'Australie.

Afin d'insuffler une vie nouvelle aux négociations entre pays riches et pauvres, "il est nécessaire de prendre un engagement politique, d'avoir une vision claire, de faire preuve d'un réalisme psychologique qui, jusqu'à présent, n'ont pas été le fait de l'humanité et auxquels le Commonwealth peut apporter une grande contribution", poursuit la déclaration.

Rappelant que la vie de centaines de millions de personnes était en jeu et que le défaut de volonté politique devant ce problème "mettrait en accusation notre génération", les signataires invitent les autres Etats à s'associer aux 45 pays du Commonwealth et "à s'engager à prendre une initiative rapide, pratique et efficace".

Ramphal

Pour ce faire, poursuit le texte,

"les nations doivent se défaire de leur inhibitions et de leurs habitudes... et découvrir de nouveaux moyens de communiquer entre elles de manière constructive".

"Au moment où il importe d'agir au nom d'exigences humanitaires urgentes, un intérêt bien compris nous indique que tous ces grands problèmes humains doivent être envisagés de manière constructive", déclare le document.

M. Shridath Ramphal, secrétaire-

général du Commonwealth, a déclaré que ce texte constituait la première manifestation d'une position commune des responsables de l'organisation visant à sortir le dialogue Nord-Sud de l'impasse où il se trouve depuis cinq ans et dont le prochain sommet se tient à Cancun, au Mexique, ce mois-ci.

Il a insisté sur le caractère politique de la déclaration, précisant que les aspects économiques du problème figureraient dans le communiqué final de la conférence qui prend fin mercredi.

Le premier ministre néo-zélandais, M. Robert Muldoon, s'est dissocié de ce texte, déclarant n'y voir que "placités et vœux pieux".

## Le président Mitterrand ira-t-il en Israël au mois de février

TEL AVIV (Reuter) — Le président François Mitterrand effectuera une visite officielle en Israël le 8 février, a annoncé samedi la radio nationale israélienne.

La date de la visite du chef de l'Etat français a été confirmée par un télégramme reçu par le ministre israélien des Affaires étrangères,

a précisé le présentateur du journal.

L'ambassadeur d'Israël en France s'est rendu au ministère français des Affaires étrangères pour discuter des détails du voyage.

Ces informations n'ont pas été confirmées de source autorisée.

## La modernisation des forces stratégiques américaines

# Un plan "contradictoire et illogique", selon des experts

WASHINGTON (AFP) — Le plan de modernisation des forces stratégiques américaines du président Ronald Reagan est "contradictoire et illogique" quant à ses objectifs et ses moyens, ont affirmé de nombreux experts américains.

En adoptant ce que la Maison Blanche appelle une "approche pas à pas" dans sa volonté de réduire "la vulnérabilité" de la triade nucléaire des Etats-Unis (terre, mer, air), estiment ces experts dans la presse, au Congrès et même au Pentagone, Ronald Reagan a éludé la question principale: si les missiles intercontinentaux américains actuels sont vulnérables à une attaque surprise de l'URSS, comme il le soutient, pourquoi les nouveaux missiles — les MX — le seraient-ils moins, alors qu'ils seront installés en partie dans les mêmes abris de lancement.

D'autre part, ajoutent-ils, les Etats-Unis vont engager des dépenses de \$180 milliards en six ans (environ 15 pour cent de leurs dépenses militaires) pour s'assurer une "marge de sécurité" sans avoir commencé réellement une réflexion en profondeur sur le contrôle des armements stratégiques avec Moscou.

### Exemple

Le troisième élément de leurs critiques tourne autour du fait qu'en repoussant à 1984 une décision politique difficile sur le mode de déploiement définitif des MX, Ronald Reagan n'a pas donné aux alliés européens des Etats-Unis l'exemple dont ils avaient besoin pour faire accepter chez eux les nouveaux missiles de croisière et fusées Pershing-2, dès la fin de 1983.

La fameuse "fenêtre de vulnérabilité" à laquelle M. Reagan était sensé trouver une réponse, estime par exemple le président républicain de la commission sénatoriale des forces armées, M. John Tower, "n'en a été que plus largement ouverte".

Au Pentagone même, où certains des plus hauts responsables de la hiérarchie militaire ont été tenus à l'écart jusqu'au bout des décisions annoncées vendredi par le président Reagan, certains experts continuent d'affirmer que la seule parade à cette "vulnérabilité" est la création d'un missile mobile, tel que prévu par Jimmy Carter.

Il n'y a aucune certitude que des silos renforcés pourront répondre à une augmentation probable de la puissance et de la précision des missiles soviétiques, font-ils remarquer.

Les deux autres sont la construction de nouveaux silos très profonds qui abriteraient les MX, et le déploiement des MX dans des avions gros-porteurs créés à cet effet.

Rouvrir unilatéralement le dossier des ABM ne pourra que retarder une mise en route sérieuse des discussions sur la réduction des armements stratégiques généraux que Ronald Reagan dit vouloir entreprendre, soulignent les experts.

Enfin, décider de déployer im-



Ronald Reagan

mediatement un grand nombre de missiles de croisière dans des bombardiers B-52 puis B-1 et dans des sous-marins stratégiques, affirment les spécialistes, risque de donner des arguments à des groupes "neutralistes" européens que Ronald Reagan a qualifié "d'irréalistes" jeudi encore dans une conférence de presse.

En effet, expliquent-ils, ceux-ci vont pouvoir répliquer que les nouveaux missiles américains suffiront à répondre à la présence des fusées SS-20 en Union soviétique.

## Walesa s'élève contre la hausse du prix des cigarettes en Pologne

GDANSK (AP) — M. Lech Walesa, président du syndicat Solidarité, a envoyé une note de protestation au premier ministre, le général Wojciech Jaruzelski, contre la récente hausse des prix des cigarettes, du poisson et de certains fruits.

L'annonce de ces augmentations avait suscité un tollé au congrès de Solidarité en fin de soirée samedi. Un délégué s'était exclamé: "Un homme ne peut travailler une heure pour acheter un paquet de cigarettes" tandis qu'un autre parlait de "provocation".

Cette colère montre qu'en dépit de l'orientation modérée prise par les syndicalistes, l'atmosphère demeure tendue et pourrait se manifester par des explosions.

Dans son télégramme, M. Walesa a fait observer que la hausse a été décidée sans consultation des syndicats en dépit des affirmations contraires de la presse.

Le nouveau train de hausses qui porte sur les carpes, les truites et les fruits en boîte entre dans le cadre de la politique économique du gouverne-



Lech Walesa

ment visant à harmoniser le prix de vente avec le coût de production.

# Une prime, ça se contrôle

## ...contrairement à l'inflation!

Depuis 1976, les prix à la consommation ont augmenté de 48,5%, le taux horaire des garagistes de 53% et le coût des pièces de 94,7%. Ces hausses affectent évidemment les primes d'assurance auto. Mais quand on comprend le système de tarification, on peut faire certains choix qui influent sur le montant de la prime.

### Ça dépend de VOUS...



On peut se constituer un bon dossier de conducteur en améliorant ses habitudes de conduite.

C'est ainsi qu'il existe un écart de 35% entre la prime d'un conducteur qui n'a pas eu d'accident depuis cinq ans et un autre qui en a eu.

Les nouveaux conducteurs ont aussi intérêt à suivre des cours de conduite. Ils peuvent ainsi obtenir une réduction sur la prime d'environ 25%.

Pour tout renseignement, vous pouvez consulter votre courtier, votre assureur ou le BAC.



Bureau d'assurance du Canada

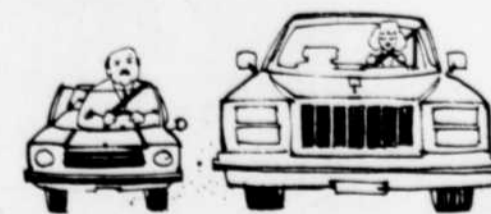
Téléphone: (514) 866-9801 (sans frais) 1-800-361-8220

\*Source: Statistiques Canada

### du choix de votre voiture...

Les primes sont établies aussi en fonction de la valeur du véhicule. En choisissant un modèle plus petit ou moins cher, vous pourriez économiser entre 10% et 20%.

En plus de réduire votre prime et le coût d'achat, ces voitures consomment moins d'essence... et c'est là une considération importante de nos jours!



### et de son utilisation.

L'usage que vous faites de votre voiture influe également sur la prime. Par exemple, si vous prenez les transports en commun plutôt que d'utiliser votre voiture pour aller au



travail, votre prime baissera d'environ 10%. Sans oublier que vous diminuez vos risques d'accidents, vos coûts d'essence et de stationnement en plus de prolonger la vie de votre véhicule.



Après 7 mois de souffrance qui ont fait dix morts

# Les grévistes de la faim cessent leur jeûne en Irlande du Nord

LONDRES (AFP) — Au terme de sept mois de souffrance qui ont fait dix morts, les grévistes de la faim républicains nord-irlandais de la prison de Maze (Long Kesh, Belfast) ont cessé leur mouvement samedi, sans avoir fait céder le gouvernement britannique.

Ils étaient soumis à la triple pression de leurs familles, de l'Église catholique et des dirigeants du mouvement républicain, qui estimaient que la grève était devenue inutile dans la mesure où le gouvernement ne bougeait pas d'un pouce.

Les familles avaient, en majorité, décidé de faire sauver leurs enfants dès qu'ils tombaient dans le coma. Or, pour que ce mouvement soit efficace, il faut que des prisonniers meurent, avait reconnu vendredi un responsable du Sinn Féin, aile politique de l'IRA, M. Richard McAuley.

Dans le communiqué annonçant l'abandon du mouvement, les prisonniers ne crient victoire à aucun moment. Ils rappellent qu'ils avaient entamé la grève parce qu'ils n'avaient pas d'autre choix pour soutenir leurs revendications. Ils blâment l'intransigeance du gouvernement britannique qui s'est borné à observer la loi du plus fort. Ils affirment qu'ils ne saliront pas la mémoire de leurs camarades défunts en acceptant un régime inhumain et dégradant.

Sands, avait entamé ce mouvement le 1er mars pour obtenir le statut de prisonnier politique, revendiqué depuis 1976 par les détenus républicains. Il est mort 66 jours plus tard, le 5 mai, après avoir été élu député à la Chambre des communes et ému l'opinion mondiale.

Neuf de ses compagnons ont succombé à leur tour, les uns après les autres, à de longues agonies qui les avaient rendus sourds et aveugles.

Mais les prisonniers devaient vite réaliser que, même Margaret Thatcher, le premier ministre britannique, surnommée "la dame de fer", restait impassible.

Elle a totalement exclu la possibilité d'accorder le statut politique aux membres de l'IRA qu'elle considère comme des criminels. Lorsque les prisonniers ont assoupli leur position, en juillet dernier, ne faisant plus mention du statut politique, elle a posé comme préalable à toute réforme du régime pénitentiaire l'arrêt de la grève de la faim.

Dans leur communiqué annonçant samedi la suspension de la grève de la faim, les prisonniers maintiennent leurs cinq revendications: droit de porter leurs propres vêtements, de ne pas travailler, de se réunir librement, de recevoir davantage de courrier et de visites, et de bénéficier de remise de peine.

grève de la faim, avec la flambée de violence qu'elle a entraînée en Irlande du Nord (plus de 60 morts en neuf mois), a eu pour effet d'approfondir les divisions dans la province, de polariser l'opinion catholique et protestante, et de renforcer le sentiment anti-britannique au sein de la communauté catholique.

Les candidats républicains présentés à des élections chaque fois que l'occasion s'en est présentée (Bobby Sands, Owen Carron au parlement britannique, Kieran Doherty et Paddy Agnew au parlement de la République d'Irlande) ont été élus contre toute attente. L'IRA a regagné un soutien populaire qu'elle ne connaissait plus depuis des années.

De l'avis de la classe politique britannique, le nombre de morts en Ir-

lande du Nord au cours des derniers mois a re-

poussé d'autant une so-

lution politique au dra-

me de cette province, tante refuse toute con-



Les dix victimes de la grève de la faim: en haut: Martin Hurson, Francis Hughes, Kevin Lynch, Raymond McCreesh et Bobby Sands; dans la rangée du bas: Michael Devine, Patsy Ohara, Kieran Doherty, Thomas McIlwee et Joe McDonnell.

**Isolation**

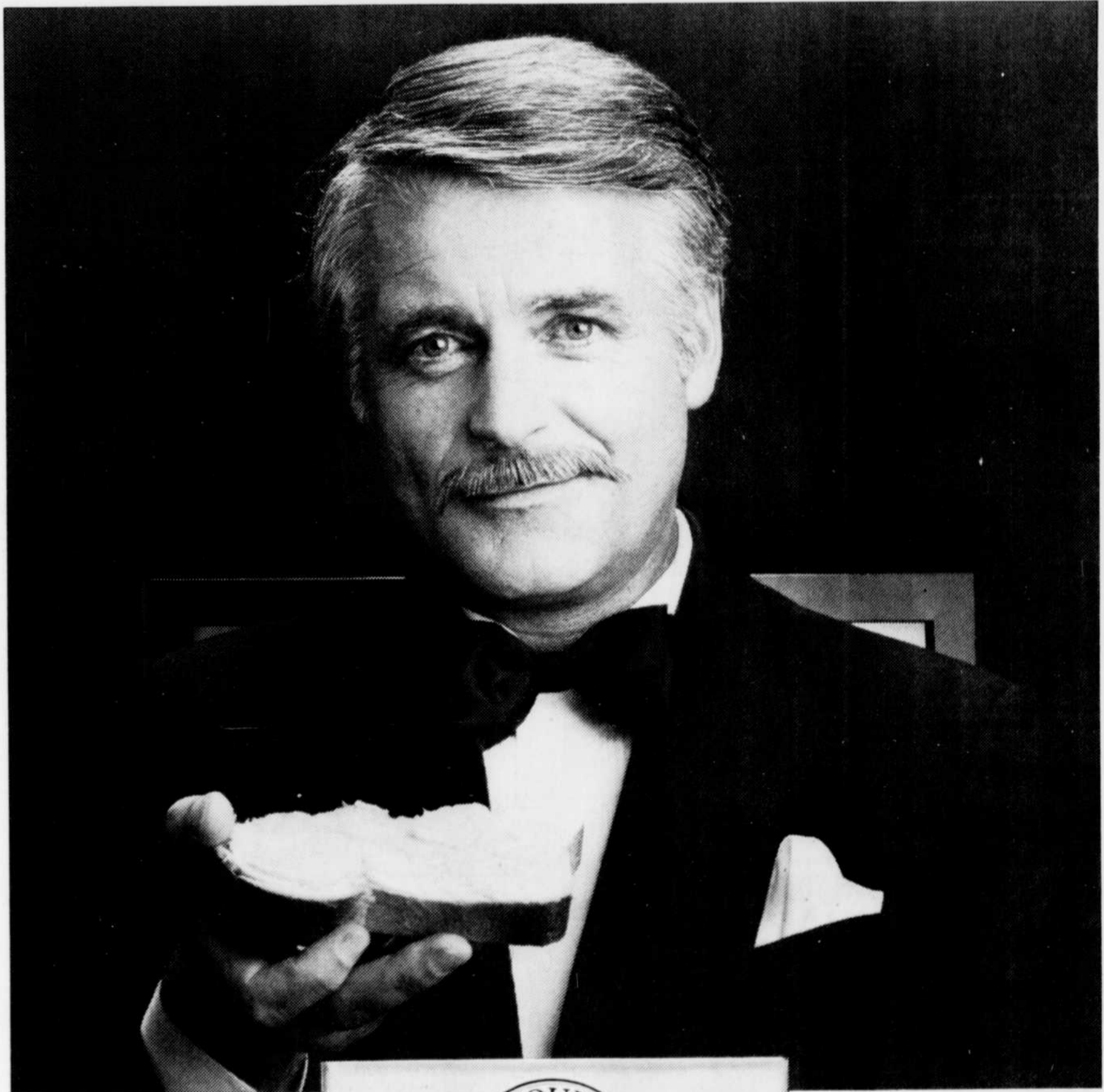
**Clément Fortier & Associés**

**«Le maître en isolation»**

Isolation Plâtre et stucco Système de plafonds acoustiques et de murs secs Nous utilisons l'isolant «RED TOP»

965, rue Panneton Sherbrooke, Qué. J1K 2B3 (819) 563-8333

## SAVOUREZ



Un grand beurre est né, son nom: Savourin. Savourin est un beurre très fin au goût unique, un beurre de qualité fabriqué au Québec selon un procédé naturel, à base des crèmes les plus fraîches.



Savourer Savourin, c'est découvrir un très grand cru de beurre, un luxe à la portée de tous: la crème des beurres.

la crème des beurres.

## SAVOURIN

### Mme Thatcher n'a jamais fait de concession

LONDRES (AP) — Fin mai, alors que quatre grévistes de la faim étaient morts à la prison de Maze et que le soutien à leur cause approchait d'un point culminant, Mme Margaret Thatcher, premier ministre britannique, se rendit en Irlande du Nord et déclara qu'il était fort possible que l'IRA ait joué "sa dernière carte".

Néanmoins, bien que Mme Thatcher semble aujourd'hui avoir gagné, l'IRA a obtenu d'importants avantages en matière de recrutement, d'influence politique et d'assistance financière. Et ses partisans affirment que le combat qu'ils mènent depuis 12 ans pour chasser les Britanniques d'Ulster est loin d'être terminé.

Tout au long des sept mois de grèves de la faim, Mme Thatcher a refusé d'assouplir sa position concernant les revendications des détenus.

Aux appels qui lui ont été adressés, elle a répondu que le régime pénitentiaire en Irlande du Nord était parmi les plus humains et les plus modernes d'Europe.

### COIFFURE POUR HOMMES GAUTHIER & FRERES

Centre d'achats King ouest

Pour une coiffure jeune et souple à la mode.



Confiez vos soins à nos experts. Soit pour Modeling ou Ondulation, un des seuls salons où vous avez un service garanti et complet avec ou sans rendez-vous.

569-6562

Ferrier, Line, Raymond, Lise, Réjean, Laval, Réal.



Le nouveau président iranien Khamenei a annoncé qu'il poursuivrait la même politique que son prédécesseur Ali Radjai à la tête de l'Iran.

## Ali Khamenei élu nouveau président iranien

TEHERAN (AFP) — Le nouveau président iranien, l'hodjatoleslam Ali Khamenei, élu vendredi avec plus de 95 pour cent des suffrages, a déjà annoncé qu'il garderait le même gouvernement et le premier ministre, et a indiqué qu'il poursuivrait la même politique.

Le résultat définitif de la consultation qui, dès avant le scrutin ne faisait aucun doute, n'est pas encore connu. Les derniers chiffres partiels, portant sur 126 des 192 circonscriptions, donnent à l'hodjatoleslam Khamenei, chef du PRI (Parti de la République islamique), plus de 95 pour cent des suffrages exprimés.

Le taux de participation n'a pas été rendu public par le ministère de l'Intérieur. Mais, dès 7h00 du matin vendredi, alors qu'environ 5 millions de voix avaient seulement été comptabilisées, un porte-parole du ministère a pu affirmer que M. Khamenei obtiendrait 20 pour cent de voix de plus que M. Mohammad Ali Radjai élu le 24 juillet avec 88 pour cent des 14,7 millions de suffrages exprimés, sur quelque 21 millions d'électeurs.

Des samedi matin à la radio, M. Khamenei a annoncé que "s'il était élu", il reconduirait le cabinet de l'hodjatoleslam Mahdavi Kani. Pour ce dernier, les trois tâches prioritaires du gouvernement sont la guerre avec l'Irak, le rétablissement de la sécurité intérieure par l'anéantisse-

# Même gouvernement, même premier ministre, même politique

ment des "moudjahidin" et le redressement de la situation économique.

### Rôle représentatif

Le rôle du président iranien, aux termes de la constitution, est essentiellement représentatif, bien qu'il soit reconnu comme la plus haute autorité officielle après le "guide".

Cependant, le pouvoir iranien étant homogène depuis l'élimination du président Abolhassan Bani-Sadr voici 100 jours, l'hodjatoleslam Khamenei devrait, selon les observateurs, participer à l'élaboration de la politique nationale.

De plus, l'hodjatoleslam Khamenei dispose d'autres pouvoirs en tant que chef du parti dominant et représentant de l'imam Khomeiny au "conseil

suprême de défense". Il garde toujours officiellement sa fonction d'imam de la prière de Téhéran, charge qu'il n'exerce plus depuis qu'il a perdu l'usage de son bras droit dans un

attentat le 28 juin à Téhéran. La presse, avant la publication du premier résultat partiel, a présenté samedi le scrutin comme un succès considérable.

## 70 "HYPOCRITES" PASSÉS SOUS LES ARMES EN IRAN

TEHERAN (AFP) — Soixante-six "hypocrites" (désignation officielle des Moudjahidine Khalq) et membres d'autres groupes ont été exécutés à Ispahan, Hamadan, Machahar, Kermandah, Racht, Kerman et Lahidjan, a annoncé la télévision iranienne, sans précision de dates.

Ces personnes, selon la télévision,

étaient accusées d'avoir participé à "des manifestations de rues" et de "soulèvement armé contre la République islamique d'Iran".

Selon le journal Keyhan de samedi, citant le parquet général de la révolution, cinq femmes et un homme ont été exécutés vendredi matin.

## LA CHINE LANCE UN APPEL À LA RÉUNIFICATION À TAIWAN

PEKIN (AFP) — Le maréchal Ye Jianying, président de l'Assemblée nationale populaire (ANP) chinoise, a lancé dimanche aux autorités de Taiwan un nouvel appel en vue de la réunification de l'île à la Chine.

Ce nouvel appel à la réunification du maréchal Ye, qui exerce les fonctions protocolaires de chef de l'Etat, figure dans un article consacré à Sun Yat-Sen, le fondateur de la Chine contemporaine, dont la mémoire est révéraée à Pékin comme à Taipei.

Dans cet article, publié par Jiefangjun Ribao (journal de l'Armée de libération), le président de l'ANP affirme que "la cause révolutionnaire à laquelle s'est attelée le Parti communiste chinois dans les dernières décennies constitue la continuation de la cause inachevée de Sun Yat-Sen".

C'est le maréchal Ye qui a formulé, à la veille de la fête nationale chinoise du 1er octobre, la proposition de Pékin en vue d'une réunification négociée comportant un partage du pouvoir entre le régime communiste et le Kuomintang (Parti nationaliste) au pouvoir à Taiwan.

Dans son article, le maréchal Ye affirme: "Nous espérons que les autorités de Taiwan donneront la priorité à l'intérêt national, qu'elles reprendront la route tracée par Sun Yat-Sen, qu'elles reviendront dans le sein de la mère-patrie, et qu'elles accompliront la grande tâche de la réunification du pays".

## L'anglais ouvre bien des portes ... et Berlitz vous en donne la clé en seulement 4 semaines.

- Berlitz peut vous aider à apprendre une langue seconde rapidement, efficacement et en tout confort.
- Les cours et les horaires sont établis selon vos besoins particuliers.
- Les professeurs n'enseignent que leur langue maternelle.
- Tous les cours sont donnés selon la méthode éprouvée Berlitz.

**BERLITZ**  
Depuis 1878  
**569-9179**

Berlitz. Pour maîtriser l'anglais.  
Montréal, Québec, Trois-Rivières, Sherbrooke, Ottawa,  
Toronto, Edmonton, Calgary, Vancouver.

73002

## Égalité et pleine participation



Année internationale des personnes handicapées

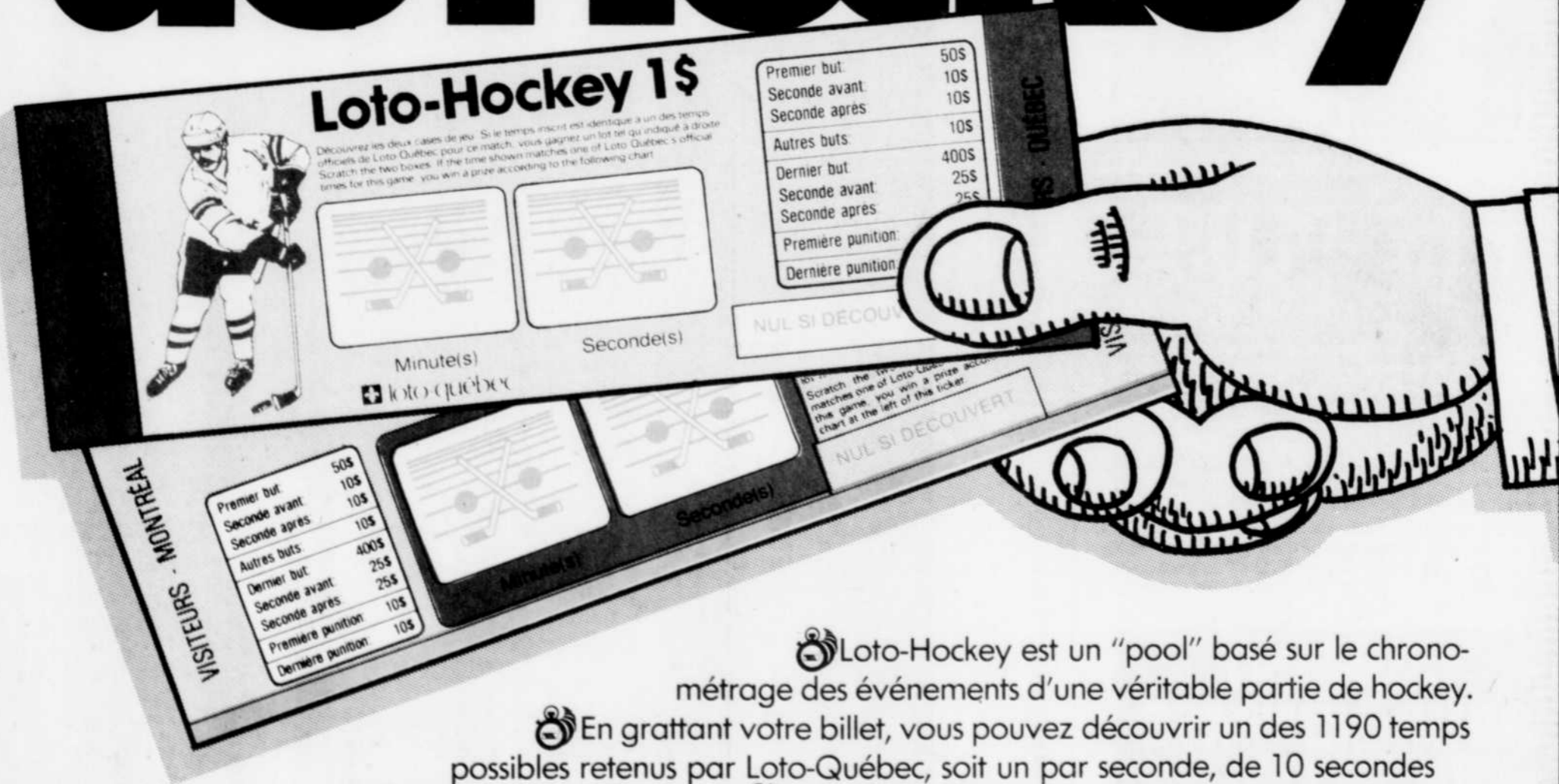
Québec

68210

# "Pool" de Loto-Hockey

NOUVEAU de loto-québec

Avec Loto-Hockey le bon temps c'est d'argent!



Loto-Hockey est un "pool" basé sur le chronométrage des événements d'une véritable partie de hockey. En grattant votre billet, vous pouvez découvrir un des 1190 temps possibles retenus par Loto-Québec, soit un par seconde, de 10 secondes à 19 minutes 59 secondes. Si le temps du billet correspond au temps officiel de Loto-Québec d'un but, de la première ou de la dernière punition, vous gagnez! Vous pouvez acheter vos billets du "pool" de Loto-Québec pour certains matchs des équipes de Québec ou de Montréal... et pourquoi pas des deux! Laissez-vous emporter par la fièvre de Loto-Hockey et **soyez d'la partie.**

# Loto-Hockey

